

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 30 juillet 2020
Régulièrement convoqué le 22 juillet 2020

Le 30 juillet 2020 à dix-sept heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Chloé CARILLION-PALAYRET, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Pauline CABANE (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), M. Christophe ROISSAC (pouvoir Mme Mathilde CONTAT), Mme Catherine AUTAJON (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Excusé(s) : Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

1.25 - OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE À UN ÉLU

Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur, rappelle que l'article L.2123-34 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.* ».

Le 26 Mai 2020, un accident est survenu sur la voie publique, boulevard Aristide Briand à Montélimar, devant le chantier de l'EHPAD Sainte Marthe. A la suite d'un brusque coup de vent, le portail d'accès au chantier s'est violemment rabattu vers l'extérieur et a heurté une piétonne.

Dans ce cadre, une enquête relative à un éventuel manquement à une obligation de prudence et/ou de sécurité est actuellement menée par la police judiciaire.

Dans ces circonstances, Madame Catherine AUTAJON, Adjointe à la sécurité et à l'environnement au moment des faits, a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle en application de l'article L.2123-34 susmentionné.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2123-34, organisant la protection des élus,

Vu la demande de protection fonctionnelle formulée par Madame Catherine AUTAJON par courrier électronique du 9 juillet 2020,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**
(Madame Catherine AUTAJON ne prendra pas part au vote)

DÉCIDE :

- **D'OCTROYER** la protection fonctionnelle à Madame Catherine AUTAJON dans le cadre d'éventuelles poursuites pénales relatives à l'accident survenu le 26 mai 2020 Boulevard Aristide Briand à Montélimar, devant le chantier de l'EHPAD Sainte Marthe,
- **DE DIRE** que les dépenses qui en résultent, notamment les honoraires d'avocat, seront prélevées sur la ligne budgétaire 020-6226,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 31 juillet 2020

Le Maire,

Julien CORNILLET

